

HOUSE VIEW

OCTOBRE 2026

Quand l'IA assoiffe
la planète

Architects of Wealth



01	ÉDITORIAL Quand l'IA assoiffe la planète	P3
02	MACROÉCONOMIE & STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT Jouer avec le feu	P4
03	FOCUS L'empreinte environnementale de l'IA : pourquoi est-ce important	P8
04	PERSPECTIVES DE MARCHÉ Fonds semi-liquides : un nouvel accès aux marchés privés	P10
05	MARKET MONITOR Aperçu des données de marché	P12
06	DÉCOUVREZ L'ÉQUIPE	P13
07	GLOSSAIRE	P14
08	AVERTISSEMENT	P15



**Delphine
DI PIZZIO TIGER**
Deputy Global Head of
Investment Management

Chère lectrice, Cher lecteur,

« Pas de centres de données près de chez moi ! ». À l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis, les centres de données, très impopulaires auprès du public, créent une rare unanimité entre candidats républicains et démocrates. En effet, 70 % des Américains seraient hostiles à la construction de centres de données près de chez eux. Le paradoxe est saisissant alors que la révolution de l'intelligence artificielle (IA) est en marche et que personne aujourd'hui n' imagine plus sa vie sans un agent comme ChatGPT. Cette vague est si puissante qu'elle relègue au second plan le sujet de la dette croissante des pays développés et contribue désormais à 25 %¹ de la croissance américaine, un niveau inédit ! Cela s'accompagne d'une augmentation vertigineuse des dépenses liées à l'IA (logiciels, IT, recherche et développement (R&D), centres de données), qui représentent désormais 8 % du PIB américain¹.

Concrètement, la Réserve fédérale (Fed) de Dallas estime que la montée en puissance des centres de données pourrait entraîner une hausse des coûts de l'électricité de 20 % à 50 % d'ici 2028. Cela implique automatiquement des risques liés à l'eau car les installations de production d'électricité ont besoin de milliards de litres d'eau pour produire de l'électricité. Sans compter les centrales nucléaires, qui réchauffent les rivières parce qu'elles utilisent de l'eau pour refroidir leurs équipements et évacuer la chaleur produite et peuvent être contraintes d'arrêter leur fonctionnement lorsque la température devient trop élevée, comme cela a encore été observé en Europe cette année.

2026 s'impose déjà comme une année de records de chaleur pour la planète. D'après Copernicus, le programme européen d'observation de la Terre, les humains n'ont pas connu des températures aussi élevées qu'aujourd'hui depuis, selon toute vraisemblance, au moins 100 000 ans.

Néanmoins le pire n'est jamais certain et la révolution technologique peut apporter des solutions. Je citerai l'exemple d'une nouvelle *start-up* française présente cette année au salon de la technologie, VivaTech² à Paris, qui a dévoilé un procédé révolutionnaire visant à développer des centres de données biologiques à partir d'ADN synthétique, permettant ainsi de réduire considérablement, voire d'éliminer, les enjeux liés à la consommation d'électricité et d'eau. Un véritable changement de paradigme potentiel face à des mégaprojets américains de centres de données comme Stratos, qui devrait s'étendre sur 160 km², soit l'équivalent de la superficie de la principauté du Liechtenstein !

Dans un environnement complexe, marqué par les tensions géopolitiques notamment autour du détroit d'Ormuz, l'endettement élevé des États développés, les doutes sur la crédibilité des banques centrales, l'incertitude liée à des échéances électorales comme les élections de mi-mandat aux États-Unis ou l'élection présidentielle française de l'an prochain, sans oublier les catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique, les pressions inflationnistes restent orientées à la hausse, poussant ainsi les banques centrales à maintenir, voire relever, leurs taux.

Dans ce contexte, nous ne prévoyons pas un cycle durable de hausse des taux des principales banques centrales et anticipons une normalisation de l'inflation l'année prochaine. Nous restons constructifs sur le marché actions et pensons que l'environnement reste propice aux opportunités. Plus que jamais, vous pouvez compter sur l'ensemble de nos experts pour vous accompagner. Ce mois-ci, nous revenons en détail dans notre dossier spécial sur « L'empreinte environnementale de l'IA : pourquoi est-ce important », page 8). Toute l'équipe éditoriale se joint à moi pour vous souhaiter une excellente lecture !

¹ Estimation Bloomberg.

² VivaTech est l'un des principaux événements européens dédiés à la technologie et à l'innovation, organisé chaque année à Paris. Il réunit des *start-ups*, de grandes entreprises, des investisseurs, des chercheurs et des décideurs publics afin de présenter les technologies émergentes, d'échanger des idées et d'explorer les dernières tendances qui façonnent l'avenir des entreprises et de la société.



Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

L'interventionnisme est de retour en force. Des marchés obligataires à la communication des banques centrales en passant par le commerce, l'énergie et la politique industrielle, les autorités deviennent de plus en plus actives pour orienter le résultat économique. Le risque est qu'en répondant aux chocs d'offre et aux pressions du marché, les décideurs politiques en fassent trop. Pour l'instant, les économies restent résilientes – mais la marge d'erreur des politiques se réduit. Dans ce contexte, nous restons investis, soutenus par la croissance robuste des bénéfices portée par l'intelligence artificielle (IA), tout en restant prudents sur les obligations pour l'instant, car l'intervention des politiques laisse une marge pour que les taux restent sous pression.

SCÉNARIO MACROÉCONOMIQUE

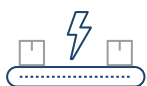
Le pétrole est redevenu au cœur du débat macroéconomique. Après avoir avoisiné 90 dollars le baril au troisième trimestre, nous anticipons un maintien des prix à des niveaux élevés jusqu'au quatrième trimestre, avant de revenir vers 75-80 dollars en 2027. La destruction de la demande, la baisse des importations chinoises de pétrole et le redéploiement de l'offre ont amorti le choc, mais ces amortisseurs sont mis à l'épreuve alors que les infrastructures énergétiques restent vulnérables. Le message global est que le choc de l'offre est suffisamment persistant pour maintenir les risques inflationnistes, même si nous ne sommes pas dans un nouveau cycle d'inflation tiré par la demande.

ÉTATS-UNIS : PAS UN CYCLE DE HAUSSE

L'économie américaine semble toujours « ni trop chaude, ni trop froide ». L'activité s'est un peu ralentie cet été, surtout côté consommation, mais le tableau plus large de la croissance reste solide. Nous attendons une croissance plus modérée de la consommation, avec un affaiblissement de la dynamique du revenu réel et un recul des facteurs temporaires, bien que les effets richesse demeurent favorables. L'investissement est la partie la plus solide de l'histoire. La politique budgétaire pro-croissance et le cycle des dépenses en capital (CapEx) liées à l'IA continuent de soutenir l'investissement non résidentiel, tandis que la demande liée à l'IA devrait soutenir la production manufacturière même si la constitution de stocks avant la guerre avec l'Iran

faiblit. Le logement, en revanche, est peu susceptible de contribuer significativement tant que les taux restent élevés. La croissance de l'emploi a ralenti, les indicateurs d'embauche ont fléchi et la récente baisse du chômage reflète en partie une moindre participation plutôt qu'une demande de travail plus forte. Pourtant, les licenciements restent contenus, ce qui est important pour la Réserve fédérale (Fed). Les données récentes sur l'inflation restent erratiques, mais nous continuons à estimer que l'inflation sous-jacente (hors prix alimentaires et énergétiques) est surtout portée par des facteurs temporaires, tels que les tarifs douaniers, plutôt que par une surchauffe généralisée de l'économie. La rhétorique est devenue plus restrictive, mais à notre avis, toute hausse devrait être comprise davantage comme une assurance temporaire et un ajustement de crédibilité plutôt que comme le début d'un nouveau cycle de resserrement. Après une hausse de 25 points de base (pb) en septembre, nous anticipons désormais une hausse supplémentaire d'ici fin 2026 (à 4,25 %), la Fed maintenant ses taux inchangés pendant la majeure partie de 2027, avant de les ramener à 4,0 % d'ici la fin de 2027.

La politique ne devrait pas fournir un élan macroéconomique supplémentaire significatif. Les élections de mi-mandat restent une lutte serrée entre un gouvernement divisé et une large victoire démocrate, mais chaque résultat impliquerait probablement moins de stimulus budgétaire et une escalade des affrontements politiques, tandis que la politique commerciale et migratoire restera principalement entre les mains de l'administration actuelle.



Resserrement
MONÉTAIRE
et CHOC d'offre
persistant

ZONE EURO : RÉSILIENCE, PAS SURCHAUFFE

La zone euro continue de surprendre positivement, avec une croissance du PIB au deuxième trimestre de 0,4 % sur un trimestre malgré le choc énergétique et un contexte extérieur fragile. Cependant, près de la moitié de cette vigueur reflète une volatilité temporaire du PIB irlandais. Nous avons révisé à la baisse la croissance pour 2026 à 1,0 % et prévoyons 1,2 % en 2027. La consommation a mieux résisté que prévu, les exportations bénéficient du commerce intra-européen, et l'investissement demeure soutenu par les dépenses publiques allemandes en matière de défense, d'infrastructures et d'électrification. Cela reste cependant une reprise, non une surchauffe. Nous attendons un ralentissement de la croissance, les coûts énergétiques élevés pesant sur les ménages. C'est sur l'inflation que le débat devient plus délicat. L'inflation globale a augmenté en raison des prix de l'énergie, tandis que l'inflation sous-jacente s'est atténuée, renforçant notre conviction qu'il s'agit avant tout d'un choc sur l'offre. Les risques dépassent le pétrole et le gaz : la canicule estivale pourrait aussi se répercuter progressivement sur les prix alimentaires et électriques en Europe, avec une production renouvelable et nucléaire mise au défi par des conditions exceptionnellement sèches et chaudes. La hausse de septembre de la Banque centrale européenne (BCE) est donc compréhensible, mais sa forte focalisation sur le choc énergétique risque de sous-estimer la demande fragile et la dynamique salariale contenue comparé à la flambée post-COVID-19 de 2022. Avec un taux de dépôt à 2,5 %, nous attendons un maintien prolongé en mode restrictif

plutôt qu'un nouveau cycle de hausses complet. Le risque est de plus en plus celui d'un resserrement excessif d'une reprise qui vient à peine de commencer et reste vulnérable au choc énergétique.

ASIE : LA CHINE SE STABILISE, LE JAPON SE NORMALISE

La Chine reste une économie à deux vitesses. La production manufacturière s'est stabilisée, les attentes des entreprises se sont améliorées et les exportations demeurent une source clé de force, aidées par le cycle mondial de l'IA dans les chaînes d'approvisionnement asiatiques. La Corée, Taïwan et Singapour profitent également de cette vague d'investissement. Pourtant, la demande intérieure chinoise reste faible, la croissance du crédit modérée et les pressions inflationnistes minimales.

Le Japon est différent. L'économie connaît l'un de ses cycles nominaux les plus forts depuis des décennies, l'activité étant supérieure à son écart de production à long terme, l'inflation se renforçant et les coûts d'emprunt, une fois corrigés de l'inflation, restant négatifs. Cela justifie de plus en plus de nouvelles hausses des taux par la Banque du Japon. Mais la distinction importe : encore une fois, il s'agit d'une normalisation, non d'un resserrement conventionnel. Nous prévoyons un cheminement progressif qui pourrait porter le taux directeur vers 2 % d'ici la fin 2027 tout en préservant le processus de reflation.

TABLEAU 1 : PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES 2025-2027, %

● Prévisions à la baisse depuis la dernière édition

● Prévisions à la hausse depuis la dernière édition

	PIB %			INFLATION %		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
États-Unis	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,7 %	3,3 %	2,4 %
Zone euro	1,6 %	1,0 %	1,2 %	2,1 %	3,0 %	2,1 %
Chine	4,9 %	4,6 %	4,3 %	0,2 %	0,5 %	1,3 %
Japon	1,2 %	0,6 %	1,0 %	3,2 %	2,3 %	2,3 %

Source : Indosuez Wealth Management.



Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation

NOS CONVICTIONS EN MATIÈRE D'ALLOCATION D'ACTIFS

Dans un contexte caractérisé par une volatilité saisonnière accrue, des tensions géopolitiques persistantes et une remontée des taux longs, nous maintenons une allocation stratégique disciplinée. Nous conservons une vision positive sur les actions, soutenue par la robustesse des bénéfices des entreprises, le cycle d'investissement lié à l'IA et une croissance économique américaine toujours bien orientée. Si les risques à court terme commandent une vigilance renforcée, les corrections de marché doivent être appréhendées comme des opportunités de renforcement de positions plutôt que comme un signal d'inversion de tendance.

ACTIONS

Nous conservons une vue constructive sur les marchés des actions, avec une préférence affirmée pour les États-Unis et les marchés émergents. Aux États-Unis, l'environnement fondamental reste solidement orienté : la croissance bénéficiaire des entreprises demeure robuste, portée à la fois par l'accélération des investissements liés à l'IA et par des bilans globalement résilients. Dans ce cadre, une exposition sélective aux grandes valeurs de croissance nous paraît toujours justifiée. En parallèle, nous diversifions nos expositions via une sélection de petites et moyennes capitalisations américaines présentant des structures financières saines. Ce positionnement permet de capter le potentiel du cycle de l'IA dans un cadre de risque mieux réparti, en réduisant la dépendance à un nombre restreint de méga-capitalisations technologiques, tout en accédant à des segments souvent moins suivis et plus attractifs en valorisation.

Les marchés émergents conservent également un profil d'investissement favorable. Ils bénéficient à la fois de l'essor de l'IA via leur exposition à la chaîne de valeur

technologique, d'une perspective de dollar plus faible à moyen terme, ainsi que, pour certains pays exportateurs de matières premières, d'un soutien additionnel provenant des devises. Nous restons toutefois attentifs à la concentration marquée de la performance sur un cercle restreint de valeurs technologiques et de semi-conducteurs asiatiques.

À l'inverse, l'Europe nous paraît plus exposée aux risques. En dépit d'une activité économique plus résiliente qu'attendu, la région demeure confrontée à des fragilités persistantes : contraintes énergétiques, politique monétaire perçue comme excessivement sensible aux chocs d'offre, et résurgence possible du risque politique, notamment en France. Nous maintenons également une approche prudente sur le Japon, dans un contexte de normalisation monétaire progressive et de sensibilité structurelle de l'économie aux coûts énergétiques.

MARCHÉS OBLIGATAIRES ET CRÉDIT

Sur les marchés obligataires, la remontée des rendements crée un environnement plus favorable qu'au cours des derniers trimestres, mais ne justifie pas encore un allongement marqué de la sensibilité. Le risque de nouvelles tensions sur les taux demeure en effet tangible, dans un contexte où la crédibilité des banques centrales peut encore être questionnée et où les déséquilibres budgétaires restent élevés. Par ailleurs, la persistance d'une concurrence entre les besoins de financement des États et ceux du secteur privé continue d'exercer une pression haussière sur les taux longs, en particulier aux États-Unis. Dans ce cadre, l'enjeu principal réside aujourd'hui dans l'identification d'un point d'entrée plus opportun sur les maturités longues.



**DES
RENDEMENTS
PLUS ÉLEVÉS**
ne justifient pas
encore d'allonger
la durée

À ce stade, nous maintenons une exposition prudente au risque de taux, avec un positionnement concentré sur les maturités courtes à intermédiaires. Nous privilégions en particulier la dette souveraine européenne, segment sur lequel le marché nous paraît intégrer un scénario de resserrement monétaire excessif.

Sur le crédit, notre préférence va aux signatures de bonne qualité en euro. Malgré le resserrement des primes, les rendements absolus restent attractifs et les fondamentaux d'entreprises demeurent solides avec des flux persistants des investisseurs en quête de rendements. Sur le haut rendement, nous conservons une approche mesurée. Les défauts restent contenus, mais les valorisations n'offrent pas de coussin suffisant pour accroître le risque. Les dettes des marchés émergents en devises locales demeurent un segment de diversification intéressant : les taux réels restent élevés, assurant un portage attractif et les performances devraient être également soutenues par l'appréciation progressive des devises des pays concernés.

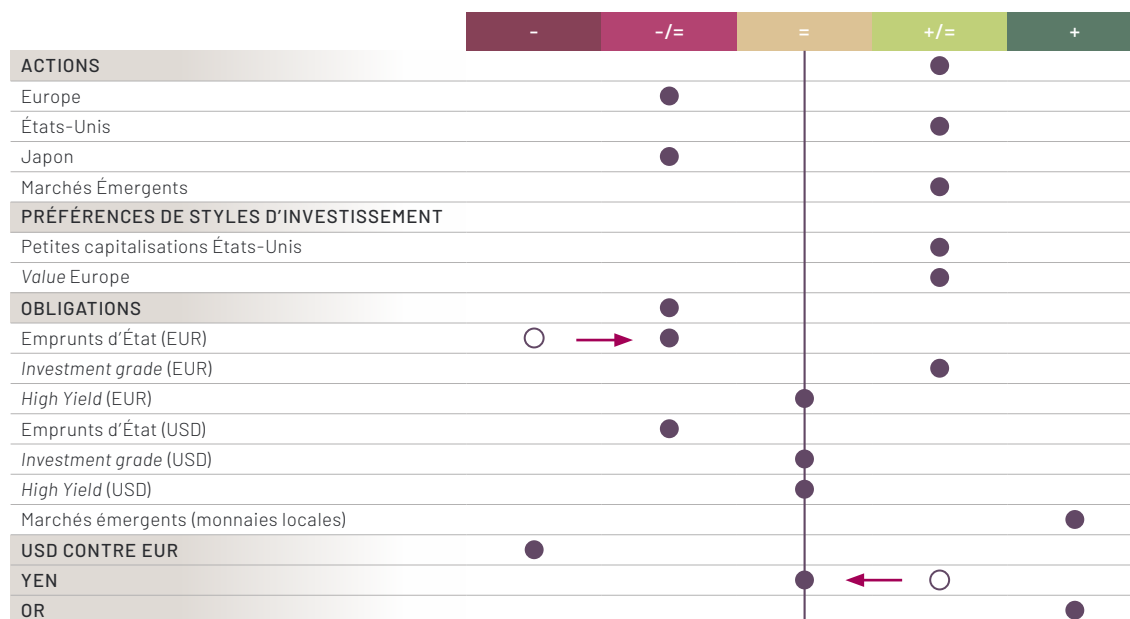
DEVISES

Notre biais demeure défavorable au dollar à moyen terme. Même si la devise américaine pourrait profiter à court terme de son statut défensif, la fragilité du financement externe américain, plaide pour la poursuite d'une correction progressive à partir des niveaux actuels. Une victoire nette des démocrates aux élections de mi-mandat exercerait également une pression baissière sur le dollar américain.

Concernant le yen, la réunion de septembre de la Banque du Japon a déçu les investisseurs, car la banque centrale est restée moins ferme que ses pairs et n'a pas envoyé un signal suffisamment restrictif sur le plan monétaire. Nous faisons donc évoluer notre opinion sur le yen de constructive à neutre, tout en conservant la devise comme outil de diversification au sein des portefeuilles. L'or demeure un instrument de diversification privilégié. Le métal jaune continue de bénéficier d'un environnement géopolitique incertain, des préoccupations croissantes entourant les trajectoires budgétaires des économies développées, du mouvement de diversification des réserves officielles, ainsi que du redressement de la demande chinoise. Ces facteurs structurels compensent les ajustements de court terme liés à la remontée des taux réels.

CONVICTIONS CLÉS - POSITION TACTIQUE

○ 16.07.2026 ● 18.09.2026



Source : Indosuez Wealth Management.

L'empreinte environnementale de l'IA : pourquoi est-ce important



Gerrit DUBOIS

Responsible Investment
Specialist, Degroof Petercam
Asset Management

L'intelligence artificielle (IA) est souvent perçue comme un thème de croissance porté par les logiciels, mais elle devient de plus en plus une activité lourde en infrastructures avec une empreinte environnementale significative. Pour les investisseurs, l'enjeu clé est de savoir si le secteur peut se développer dans le respect des contraintes liées à l'électricité, à l'eau et aux matériaux critiques sans créer de goulets d'étranglement, de retards ou de frictions — tout en ouvrant des opportunités en matière d'efficacité et de gestion des ressources.

LES CONTRAINTES EN RESSOURCES ENTRENT DANS LE DÉBAT

Si la demande d'électricité de l'IA, la capacité des réseaux et l'intensité carbone alimentent encore le débat, l'eau apparaît comme une contrainte supplémentaire et de plus en plus importante, notamment pour les centres de données, l'infrastructure physique qui alimente les modèles d'IA.

L'empreinte en eau croissante des centres de données à deux dimensions :

- L'utilisation directe de l'eau, principalement pour refroidir les serveurs ; et,
- L'utilisation indirecte de l'eau, lors de la fabrication des semi-conducteurs et de la production d'énergie.

Pour les investisseurs, la géographie importe autant que le volume. Aux États-Unis, la disponibilité peut varier considérablement d'un État à l'autre, voire en leur sein, affectant la sélection des sites, la continuité des opérations et l'octroi des permis. En Europe, la multiplication des vagues de chaleur et des sécheresses rend l'environnement d'exploitation plus difficile pour une industrie qui construit encore sa capacité IA. De plus, les besoins en refroidissement sont généralement les plus élevés pendant les périodes de plus forte contrainte. Cela fait de l'eau à la fois un enjeu opérationnel et politique. Les installations situées dans des bassins hydrographiques en stress hydrique peuvent faire face à des coûts plus élevés, un accès moins fiable, des approbations plus lentes ou une pression réputationnelle. Par ailleurs, en matière de refroidissement, l'économie devient un facteur central d'investissement pour les centres de données. Des systèmes plus efficaces peuvent réduire les coûts d'exploitation (et les risques), mais impliquent un coût en capital initial plus important.

Le défi de l'eau ne s'arrête pas aux portes des centres de données. La fabrication de semi-conducteurs est également très consommatrice d'eau et concentrée dans des régions en pénurie d'eau en Asie et aux États-Unis. Un

rapport TNFD³ de 2026 estime que 45 % de la production manufacturière a lieu dans des bassins fluviaux avec une pénurie d'eau sévère ou supérieure à la moyenne.

Les fabricants de puces comme TSMC et Micron ont déjà été impactés et, bien qu'ils puissent absorber les coûts à court terme, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement peuvent encore affecter le paysage plus large de l'IA. L'intensité des ressources de l'IA ne se limite pas à l'énergie et à l'eau. La chaîne de valeur dépend aussi de matériaux critiques, où le problème est souvent lié aux risques de concentration de l'offre plutôt qu'à une rareté absolue ou à l'impact environnemental, tels que le quartz de haute pureté, le cuivre et les 3TG⁴. À mesure que le déploiement de l'IA se poursuit, ces contraintes pourraient soutenir des coûts d'intrants plus élevés et ralentir la livraison des projets.

PERMIS ET LICENCE SOCIALE : UN ENJEU CROISSANT

Au-delà du débat bien connu sur l'énergie, l'attention publique sur l'eau est aussi en hausse, surtout dans les régions où les principales installations se situent dans des zones à stress hydrique. Une enquête de 2025 menée par The Guardian et SourceMaterial a identifié 38 centres de données actifs exploités par Microsoft, Amazon et Google dans des régions déjà confrontées à la pénurie d'eau, avec 24 autres en développement. Les recherches de 2026 ont confirmé la tendance, comme le montre le graphique 1, page 9.

Les *hyperscalers* (ou géants du *cloud*) reconnaissent le problème, bien que la transparence reste inégale. En 2023, Microsoft a indiqué que 42 % de son eau provenait de zones en stress hydrique, tandis que Google a déclaré que 15 % de sa consommation d'eau se situait dans des zones de forte rareté de l'eau. Amazon a ensuite révélé que 22 % de sa consommation d'eau était située dans des zones à stress hydrique élevé ou très élevé, sans toutefois divulguer la consommation totale et les prélèvements.



45% de la
production de
semi-conducteurs
exposés à la rareté
de l'eau

³ La Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) est un cadre de publication d'informations en matière de durabilité d'entreprise, qui détaille les dépendances, les impacts, les risques et les opportunités d'une organisation en lien avec la nature et la biodiversité.

⁴ 3TG désigne l'étain, le tungstène, le tantalum et l'or.

Les implications pour l'investissement sont claires : le refroidissement à base d'eau doit être évalué dans une perspective plus large, incluant la disponibilité locale, l'acceptation sociale et le risque réglementaire. Au Chili et en Uruguay, les projets de centres de données de Google ont déjà fait face à des oppositions des communautés et des gouvernements entre 2022 et 2024, conduisant à des changements dans la stratégie de refroidissement. Aux États-Unis, l'investissement de 3,6 milliards de dollars d'Amazon en Arizona a suscité l'opposition en raison du risque de sécheresse. En Europe, le soutien aux infrastructures hydrauliques pour le refroidissement des centres de données devient aussi plus contesté, notamment en Irlande et au Royaume-Uni. Dans l'ensemble, « le saint Graal » souvent évoqué des technologies de refroidissement en circuit fermé par les *hyperscalers* doit aussi être relativisé, car ces systèmes consomment plus d'énergie et peuvent donc encore accroître indirectement l'utilisation d'eau. Les opérateurs de centres de données se tournent également de plus en plus vers les combustibles fossiles comme moyen le plus rapide de sécuriser l'alimentation électrique.

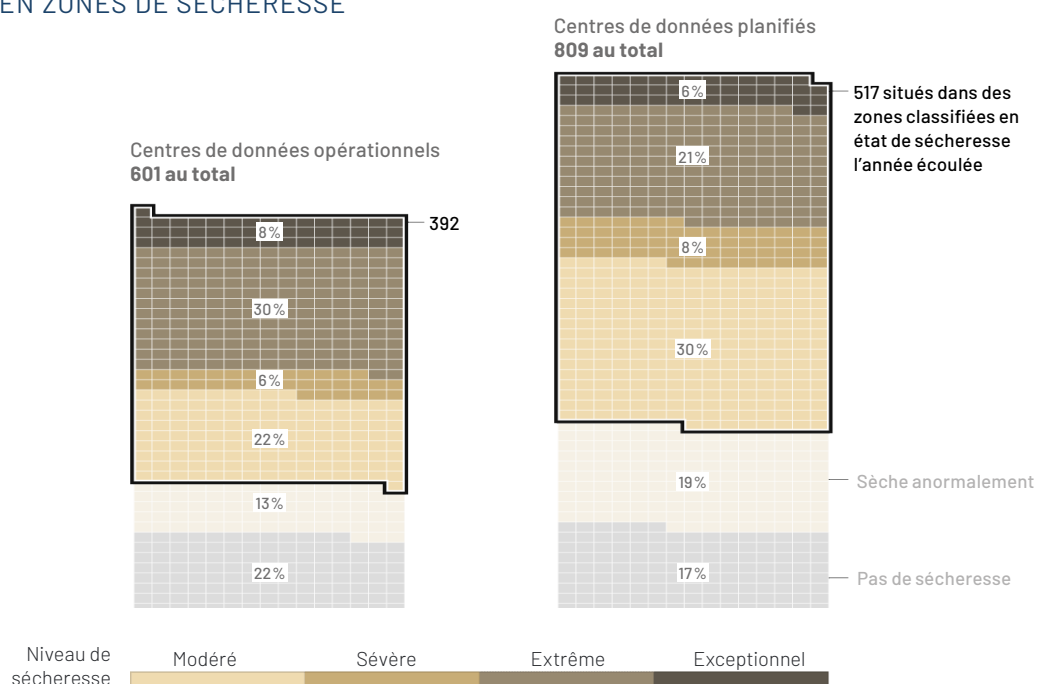
Enfin, pour les entreprises, le risque lié à l'octroi de permis ne relève plus seulement de la planification. Les développeurs capables de démontrer des plans crédibles pour l'approvisionnement en énergie, la gestion de l'eau, les investissements dans les infrastructures et l'engagement communautaire peuvent être mieux positionnés pour naviguer dans le processus d'octroi des permis et éviter des retards coûteux.

À RETENIR POUR LES INVESTISSEURS

L'IA reste un thème structurel attractif, mais les contraintes environnementales doivent être intégrées dans l'analyse d'investissement à long terme. Cela appelle à un dialogue avec les investisseurs sur l'analyse des scénarios environnementaux pour compléter les approches fondamentales traditionnelles. Les points clés incluent les stratégies d'approvisionnement en énergie et de concessions communautaires, les dépenses en capital résilientes (CapEx), la gestion de l'eau, l'assurance, la diversification de la chaîne d'approvisionnement et des indicateurs clairs sur l'utilisation, la réutilisation et l'efficacité de l'eau.

Cela crée également des opportunités pour les entreprises qui améliorent l'efficacité, réduisent l'intensité de l'eau ou permettent une meilleure gestion des ressources. Le défi d'investissement consiste à identifier quelles parties de la chaîne de valeur sont les mieux positionnées pour se développer de manière responsable et rentable dans un contexte de restrictions environnementales croissantes. Les contraintes en ressources peuvent aussi stimuler l'innovation et créer de la valeur pour les entreprises qui fournissent plus de capacité informatique avec moins d'énergie, d'eau et d'infrastructures. L'IA peut également aider à optimiser les systèmes qu'elle met sous pression. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une utilisation plus large des applications existantes de l'IA dans le secteur de l'électricité pourrait permettre d'économiser jusqu'à 110 milliards de dollars par an et de libérer des capacités de transmission. La prochaine phase de l'IA pourrait donc être déterminée non seulement par l'échelle, mais aussi par l'efficacité, la résilience et la responsabilité.

GRAPHIQUE 1 : LA PLUPART DES CENTRES DE DONNÉES AMÉRICAINS SONT SITUÉS EN ZONES DE SÉCHERESSE



Sources : Guardian, localisations et statut des centres de données par Cleanview au 18.05.2026, Indosuez Wealth Management.

Notes : Niveaux de sécheresse définis selon le National Integrated Drought Information System de la NOAA au 17.05.2026. Les pourcentages n'atteignent pas 100 % en raison des arrondis.

Fonds semi-liquides : un nouvel accès aux marchés privés



Olivier DAUMAN
Global Head of Investor
Relations Private Markets



Niels ANDRES
Head of Private Markets
Investor Relations

Les fonds semi-liquides, également appelés fonds *evergreen*, connaissent un développement rapide dans l'univers des marchés privés. En combinant certaines caractéristiques des fonds traditionnels avec des mécanismes de liquidité réglementés, ils offrent aux investisseurs une nouvelle manière d'accéder à des classes d'actifs historiquement réservées aux investisseurs institutionnels. Cette évolution répond à une demande croissante de simplicité et de flexibilité. Elle ne modifie cependant pas la nature illiquide des actifs sous-jacents, qui demeurent des investissements à long terme, soumis aux caractéristiques spécifiques et risques inhérents aux marchés privés.

LES MARCHÉS PRIVÉS S'OUVRENT À DE NOUVEAUX INVESTISSEURS

La montée en puissance des fonds semi-liquides accompagne une modification progressive du profil des investisseurs actifs sur les marchés privés.

Alors que les investisseurs privés détiennent près de 50 % de la richesse mondiale, ils ne représentent actuellement qu'environ 16 % des actifs investis dans les fonds alternatifs. Cette situation témoigne d'un potentiel de développement important pour le secteur. Selon certaines estimations, les investisseurs privés pourraient contribuer à près d'un quart de la croissance future des actifs alternatifs mondiaux.

Ce changement se reflète dans le développement rapide des fonds *evergreen*.

Entre 2022 et 2025, leur nombre et leur valeur ont doublé, passant de 300 à plus de 630 véhicules dans le monde, tandis que leurs actifs sous gestion sont passés de 267 milliards de dollars à 575 milliards de dollars (graphique 2, page 11).

Cette croissance reflète l'intérêt croissant des investisseurs pour des solutions offrant un accès simplifié aux marchés privés, sans pour autant renoncer à leur potentiel de diversification et de création de valeur à long terme.

UNE NOUVELLE FAÇON D'INVESTIR DANS LES ACTIFS PRIVÉS

Les fonds *evergreen* et les fonds fermés investissent dans les mêmes classes d'actifs, mais selon des modalités différentes.

La structure *evergreen* permet des souscriptions régulières, un déploiement continu du capital ainsi qu'un réinvestissement automatique des distributions. Les stratégies générant des revenus peuvent aussi verser un dividende périodique. Ces fonds se caractérisent généralement par un appel de capital unique, un effet courbe en J plus limité et des seuils d'investissement souvent plus accessibles.

En revanche, les fonds fermés sont levés sur une période définie avant la clôture des souscriptions. Le capital est ensuite investi et progressivement restitué aux investisseurs sur une période pouvant s'étendre de huit à douze ans.

Les fonds semi-liquides ne remplacent pas les fonds traditionnels ; ils complètent l'offre existante. Leur structure est particulièrement adaptée aux stratégies générant des flux de trésorerie réguliers, tels que la dette privée ou l'immobilier, qui représentent respectivement près de 57 % et 25 % des actifs des fonds *evergreen*.

Pour les investisseurs, ces véhicules offrent plusieurs avantages : simplification de la souscription, absence d'appels de capital successifs, déploiement progressif de l'investissement ainsi qu'une diversification immédiate sur plusieurs générations d'actifs.

Ils contribuent également à atténuer certains effets liés au calendrier des investissements, notamment par un déploiement du capital plus régulier et le réinvestissement automatique des distributions.



Les fonds
SEMI-LIQUIDES
complètent
LES FONDS
TRADITIONNELS

FLEXIBILITÉ NE SIGNIFIE PAS LIQUIDITÉ TOTALE

Si les fonds *evergreen* rendent les marchés privés plus accessibles, ils conservent néanmoins certaines caractéristiques propres aux actifs non cotés.

La liquidité offerte reste limitée et réglementée. Contrairement aux fonds investis sur des marchés cotés, les demandes de rachat sont généralement possibles uniquement à certaines dates et peuvent être plafonnées lorsque les demandes de sortie dépassent la capacité du fonds.

La gestion de la liquidité est donc l'un des principaux défis pour ces véhicules. Pour faire face aux demandes nettes de rachat, les gestionnaires s'appuient sur plusieurs sources complémentaires : les réserves de liquidités, les revenus distribués par les actifs, les nouvelles souscriptions ou la cession d'investissements. En période de tension sur les marchés, certains mécanismes de protection peuvent être activés pour préserver l'intérêt collectif des investisseurs et la stabilité du portefeuille.

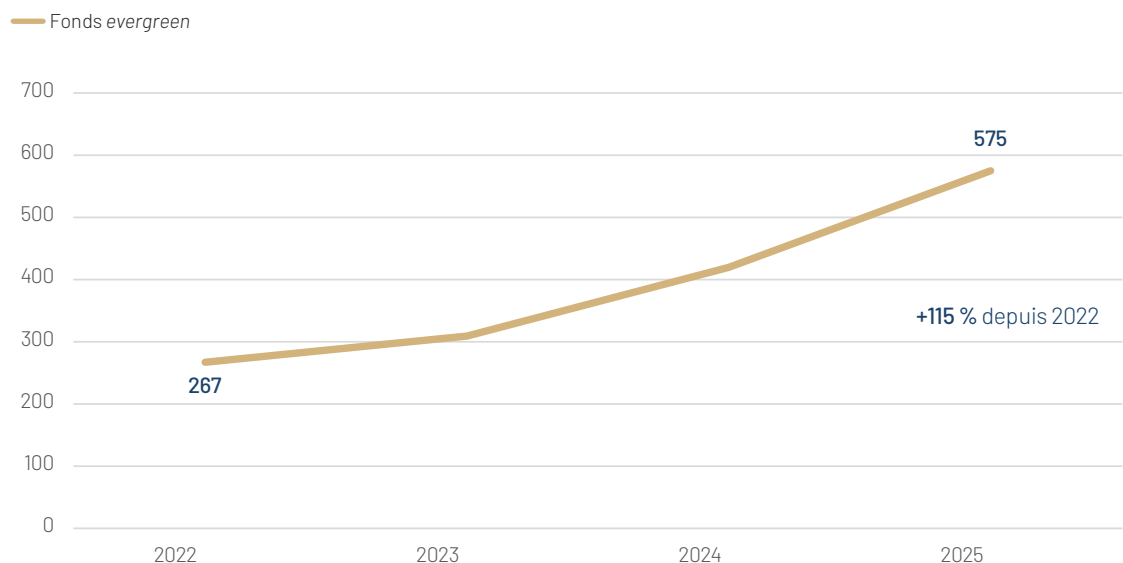
De plus, comme pour tout investissement sur les marchés privés, les fonds semi-liquides restent exposés aux risques de marché, de valorisation et de liquidité. Les valorisations reposent en partie sur des modèles et expertises périodiques, et non sur des prix continuellement observables comme sur les marchés cotés.

Ces véhicules relèvent avant tout d'une démarche d'investissement à long terme et doivent être évalués en fonction des objectifs, de l'horizon d'investissement et du profil de risque de chaque investisseur.

Pour les sociétés de gestion, le succès de ces fonds repose sur un équilibre délicat entre la croissance des actifs, la qualité des investissements et une gestion rigoureuse de la liquidité. Cette discipline est un des éléments clés de leur pérennité.

Les fonds *evergreen* contribuent à l'élargissement progressif de l'accès aux marchés privés. Leur développement répond à une demande croissante de flexibilité et d'accessibilité tout en préservant les caractéristiques fondamentales des investissements alternatifs. Ils représentent une solution complémentaire aux fonds traditionnels, à condition d'avoir une bonne compréhension de leurs mécanismes de liquidité et de l'horizon d'investissement qu'ils impliquent.

GRAPHIQUE 2 : ACTIFS SOUS GESTION DES FONDS EVERGREEN, EN MILLIARDS DE DOLLARS



Sources : Morningstar, « State of Semi-liquid Funds 2026 », juin 2026, Indosuez Wealth Management.

Aperçu des données de marché

DONNÉES AU 17.09.2026

OBLIGATIONS D'ÉTAT	RENDEMENT	VARIATION 4 SEMAINES (PB)	VARIATION ANNUELLE (PB)
Bons du Trésor américain 10 ans	4,93 %	22,63	76,34
France 10 ans	4,44 %	31,90	87,90
Allemagne 10 ans	3,48 %	21,70	62,10
Espagne 10 ans	3,94 %	23,40	65,10
Suisse 10 ans	0,55 %	12,50	22,60
Japon 10 ans	2,98 %	13,50	92,40

OBLIGATIONS	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Emprunts d'État émergents	42,83	-0,83 %	3,03 %
Emprunts d'État en EUR	210,86	-1,17 %	-1,42 %
Entreprises haut rendement en EUR	245,31	-0,65 %	1,28 %
Entreprises haut rendement en USD	400,47	-0,44 %	1,77 %
Emprunts d'État américains	333,64	-1,00 %	-0,71 %
Entreprises émergentes	44,73	-1,19 %	-2,49 %

DEVICES	DERNIER SPOT	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
EUR/CHF	0,9463	1,23 %	1,67 %
GBP/USD	1,3359	-2,00 %	-0,86 %
USD/CHF	0,8246	3,02 %	4,04 %
EUR/USD	1,1476	-1,73 %	-2,30 %
USD/JPY	155,97	-1,94 %	-0,47 %

INDICE DE VOLATILITÉ	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES (POINT)	VARIATION ANNUELLE (POINT)
VIX	15,44	-0,57	0,49

INDICES ACTIONS	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
S&P 500 (États-Unis)	7 637,76	-0,04 %	11,57 %
FTSE 100 (Royaume-Uni)	10 816,14	0,63 %	8,91 %
STOXX Europe 600	642,60	-1,19 %	8,51 %
Topix	4 094,19	0,85 %	20,10 %
MSCI World	4 922,10	-0,51 %	11,10 %
Shanghai SE Composite	4 460,16	-2,89 %	-3,67 %
MSCI Emerging Markets	1 687,94	-0,71 %	20,19 %
MSCI Latam (Amérique Latine)	3 107,29	4,93 %	14,69 %
MSCI EMEA (Europe Moyen-Orient Afrique)	274,21	-0,67 %	5,79 %
MSCI Asia Ex Japan	1 112,77	-1,23 %	21,82 %
CAC 40 (France)	8 186,93	-3,15 %	0,46 %
DAX (Allemagne)	25 716,71	-1,03 %	5,01 %
MIB (Italie)	52 385,50	-0,53 %	16,56 %
IBEX (Espagne)	19 831,80	0,10 %	14,58 %
SMI (Suisse)	13 947,31	-2,93 %	5,12 %

MATIÈRES PREMIÈRES	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Acier (CNY/Tonne)	3 075,00	2,95 %	-0,97 %
Or (USD/Oz)	4 341,70	-3,87 %	0,52 %
Pétrole brut (USD/Bbl)	101,91	16,03 %	77,48 %
Argent (USD/Oz)	65,47	-3,87 %	-7,27 %
Cuivre (USD/Tonne)	14 491,50	3,24 %	16,65 %
Gaz naturel (USD/MMBtu)	2,90	6,15 %	-21,30 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

RENDEMENT MENSUEL DES INDICES, HORS DIVIDENDES

● FTSE 100 ● Topix ● MSCI World ● MSCI EMEA ● MSCI Emerging Markets
● STOXX 600 ● S&P 500 ● Shanghai SE Composite ● MSCI Latam ● MSCI Asia Ex Japan

JUIN 2026	JUILLET 2026	AOÛT 2026	VARIATION 4 SEMAINES	DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE (17.09.2026)
2,51 %	4,78 %	5,74 %	4,93 %	21,82 %
1,78 %	3,53 %	3,82 %	0,85 %	20,19 %
0,95 %	1,24 %	3,21 %	0,63 %	20,10 %
0,84 %	1,16 %	3,16 %	-0,04 %	14,69 %
-0,80 %	0,46 %	2,62 %	-0,51 %	11,57 %
-1,06 %	0,21 %	2,48 %	-0,67 %	11,10 %
-1,54 %	-0,13 %	0,80 %	-0,71 %	8,91 %
-1,67 %	-3,31 %	0,29 %	-1,19 %	8,51 %
-2,68 %	-3,47 %	-0,40 %	-1,23 %	5,79 %
-3,29 %	-7,86 %	-1,21 %	-2,89 %	-3,67 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

MEILLEURE PERFORMANCE



MOINS BONNE PERFORMANCE



Découvrez l'équipe éditoriale internationale d'Indosuez Wealth Management, dédiée à transmettre avec précision et efficacité les stratégies d'investissement élaborées par nos experts à travers le monde, avec pour ambition de garantir à nos clients un service d'exception.



**Delphine
DI PIZIO TIGER**
Deputy Global Head of
Investment Management



**Alexandre
DRABOWICZ, CAIA**
Global Chief
Investment Officer



**Jérôme
VAN DER BRUGGEN**
Chief Market Strategist



Bénédicte KUKLA
Chief Strategist



Lucas MERIC
Cross Asset Strategist



Francis TAN
Chief Strategist Asia



Alexandre GAUTHY
Senior Cross-Assets Manager /
Market Forex Strategist



Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation



Jean-Marc TURIN, CFA
Head of Patrimonial Funds



Mafalda DOS SANTOS
Global Head of
Content Marketing

Blockchain : Technologie de stockage et de transmission d'informations, prenant la forme d'une base de données qui a la particularité d'être partagée simultanément avec tous ses utilisateurs et qui ne dépend généralement d'aucun organe central.

BLS : Bureau américain des statistiques de l'emploi (Bureau of Labor Statistics).

BPA : Bénéfice par action.

Brent : Un type de pétrole brut doux, souvent utilisé comme référence du cours du pétrole brut en Europe.

Cycliques : Les (valeurs) Cycliques désignent des entreprises soumises aux fluctuations de l'économie. Ces entreprises enregistrent des bénéfices plus élevés lorsque l'économie est en expansion.

Défensives : Les (valeurs) Défensives désignent des entreprises relativement à l'abri des fluctuations du contexte économique.

Déflation : La déflation est l'opposé de l'inflation. À l'inverse de cette dernière, elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenue du niveau général des prix.

Duration : Elle évalue la sensibilité d'une obligation ou d'un fonds obligataire aux variations des taux d'intérêt. Cette valeur est exprimée en années. Plus la duration d'une obligation est longue, plus son cours est sensible aux variations des taux d'intérêt.

EBIT (Earnings Before Interests and Taxes) : Terme anglo-saxon désignant les bénéfices générés avant la prise en compte des intérêts financiers et des impôts. Ce *ratio*, qui correspond à la notion de résultat d'exploitation, est calculé en soustrayant les dépenses hors exploitation aux bénéfices.

EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortisation) : Ce ratio est calculé en rajoutant les intérêts financiers, les impôts, la dépréciation et les charges d'amortissement aux bénéfices. Il est utilisé pour mesurer la rentabilité du cycle d'exploitation de l'entreprise avant les dépenses hors exploitation et les charges hors caisse.

ESG : Système de notation extra-financière des entreprises sur les piliers Environnement, Social et Gouvernance qui permet d'évaluer la soutenabilité et l'impact éthique d'un investissement dans une société.

Fed : Réserve fédérale américaine, c.-à-d. la banque centrale des États-Unis.

FDIC : Federal Deposit Insurance Corporation est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis qui assure les dépôts des particuliers dans les banques et autres institutions financières jusqu'à 250 000 dollars en cas de faillite de la banque.

FMI : le Fonds monétaire international.

FOMC (Federal Open Market Committee) : Il est l'organe de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

GENIUS Act : est l'acronyme de Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins Act est une loi fédérale américaine adoptée en juillet 2025 qui établit un cadre réglementaire pour les *stablecoins*, des cryptomonnaies dont la valeur est adossée à une monnaie fiduciaire comme le dollar américain.

Growth : Le style *Growth* désigne des entreprises dont le chiffre d'affaires et les bénéfices devraient croître à un rythme plus rapide que la moyenne du marché. Les actions *Growth* se caractérisent généralement par des valorisations supérieures à celle du marché dans son ensemble.

IDA : Indice des directeurs d'achat, PMI (Purchasing Manager Index) en anglais.

Indice de surprises économiques : Mesure le niveau de variation des données macroéconomiques publiées par rapport aux anticipations des prévisionnistes.

IPC (indice des prix à la consommation) : Cet indice estime le niveau général des prix auquel est confronté un ménage type sur la base d'un panier de consommation moyen de biens et de services. Il est l'instrument de mesure de l'inflation le plus couramment utilisé.

ISM : Institute for Supply Management, Institut pour la gestion de l'approvisionnement en français.

ISR : Investissement socialement responsable.

Nearshoring (régionalisation) : Décrit par l'OCDE comme la décision de relocaliser des activités précédemment délocalisées.

Notations : Les notations des obligations vont généralement de AAA (meilleure qualité) à C (qualité la plus faible), dans un ordre décroissant : AAA - AA - A - BBB - BB - B - CCC - CC - C.

Obligations à haut rendement : Les obligations à haut rendement sont de moins bonne qualité que les obligations *investment grade* tout en faisant et pour la plupart d'entre elles, l'objet d'une notation par une agence spécialisée.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

« One Big Beautiful Bill Act » (en français, Grande et belle loi) : Est le nom donné à un projet de loi global de réconciliation budgétaire adopté par le Congrès américain et signé par le président Trump le 4 juillet 2025. C'est une législation vaste et complexe qui comprend de nombreuses dispositions affectant divers aspects de la vie américaine, notamment les impôts, les soins de santé, la politique énergétique, et bien plus encore.

OPEP : Organisation des pays producteurs de pétrole composée de 14 membres.

OPEP+ : Organisation constituée des pays de l'OPEP et de 10 autres pays producteurs, dont la Russie, le Mexique et le Kazakhstan.

OMC : Organisation mondiale du commerce.

PIB (produit intérieur brut) : Mesure le niveau de production de biens et services d'un pays au cours d'une année par les agents résidant à l'intérieur du territoire national.

Point de base (pb) : 1 point de base = 0,01 %.

Point mort d'inflation (ou « inflation breakeven » en anglais) : Niveau d'inflation qui équilibre les rendements des obligations nominales et des obligations indexées sur l'inflation (de maturité et de qualité identiques). En d'autres termes, c'est le niveau d'inflation pour lequel un investisseur est indifférent entre la détention d'une obligation nominale ou d'une obligation indexée sur l'inflation. Il représente ainsi les anticipations d'inflation sur une zone géographique pour une certaine maturité.

Qualité : Le style *Qualité* désignent des entreprises affichant des bénéfices plus élevés et plus réguliers associés à un faible endettement, ainsi que d'autres indicateurs de stabilité des bénéfices et de bonne gouvernance. Les actions de *Qualité* se caractérisent par un rendement élevé des capitaux propres, un ratio dette/capitaux propres raisonnable et une moindre variabilité des bénéfices.

Quantitative easing QE (Assouplissement quantitatif) : Instrument de politique monétaire par l'intermédiaire duquel la banque centrale acquiert des actifs, par exemple des obligations, afin d'injecter des liquidités dans l'économie.

SAFE (« Security Action For Europe ») : est un programme européen doté de 150 milliards d'euros visant à faciliter les achats d'armement en commun par les États membres de l'UE. Il fait partie d'un plan plus large de réarmement du continent, présenté par la Commission européenne, qui vise à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros.

SEC (Securities and Exchange Commission) : Organisme fédéral américain indépendant en charge du bon fonctionnement des marchés financiers.

Spread (pour Spread de crédit) : Correspond à l'écart entre deux actifs, généralement entre les taux d'intérêt, par exemple entre le taux d'une obligation d'entreprise et celui d'une obligation d'État.

Stagflation : La *stagflation* désigne une situation dans laquelle une inflation élevée coexiste avec une stagnation de la production économique.

Taux swap d'inflation 5 ans dans 5 ans : Mesure du marché de ce que seront les anticipations d'inflation à cinq ans dans cinq ans. Il donne une fenêtre sur la façon dont les anticipations d'inflation peuvent changer à l'avenir.

Value : Le style *Value* désigne des entreprises qui se négocient avec une décote par rapport à leurs fondamentaux. Les actions *Value* se caractérisent par un rendement du dividende élevé et de faibles ratios cours/valeur comptable et cours/bénéfices.

VIX : Indice de volatilité implicite de l'indice S&P 500. Il mesure les anticipations des opérateurs sur la volatilité à 30 jours sur la base des options contractées sur l'indice.

Ce document intitulé « House View » (la « Brochure ») est publié exclusivement à titre de communication marketing.

Les langues dans lesquelles la Brochure est rédigée font partie des langues de travail d'Indosuez Wealth Management.

Les informations publiées dans la Brochure n'ont pas été revues ni soumises à l'approbation ou l'autorisation d'une quelconque autorité de régulation ou de marché dans aucune juridiction.

La Brochure n'est pas pensée pour, ou destinée à des personnes d'un pays en particulier.

La Brochure n'est pas destinée à des personnes citoyennes, domiciliées ou résidentes d'un pays ou d'une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication, sa disponibilité ou son utilisation contreviendraient aux lois ou réglementations applicables.

Le présent document ne constitue ni ne contient une offre ou une invitation à acheter ou à vendre un instrument et/ou un service financier, quel qu'il soit. De même, il ne constitue en aucune manière un conseil ou une recommandation de stratégie, d'investissement ou de désinvestissement personnalisé ou général, ni un conseil juridique ou fiscal, un conseil en matière d'audit ou tout autre conseil de nature professionnelle. En aucun cas ce document n'affirme qu'un investissement ou une stratégie est adapté et approprié à une situation individuelle ou qu'un investissement ou une stratégie constitue un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.

Sauf indication contraire, la date pertinente dans ce document est la date d'édition mentionnée à la dernière page du présent avertissement. Les informations contenues dans le présent document sont fondées sur des sources considérées comme fiables. Nous faisons de notre mieux pour assurer l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Toutes les informations, ainsi que tous les prix, valorisations de marché et calculs indiqués dans le présent document sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Les prix et les performances passés ne préjugent pas nécessairement des prix et des performances futurs.

Les risques incluent, entre autres, les risques politiques, les risques de crédit, les risques de change, les risques économiques et les risques de marché. Avant toute transaction, vous devez consulter votre conseiller et, si nécessaire, obtenir l'avis d'un conseiller professionnel indépendant concernant les risques et toutes les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales comptables et de crédit. Nous vous recommandons de contacter vos conseillers habituels afin de prendre vos décisions de manière indépendante, à la lumière de votre situation financière et de vos connaissances et expérience financières.

Les taux de change sont susceptibles d'affecter négativement la valeur, le prix ou les revenus de l'investissement après conversion dans la monnaie de référence de l'investisseur.

CA Indosuez, société de droit français, maison mère de l'activité de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, et ses filiales ou entités apparentées, à savoir CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez Wealth, leurs filiales, succursales et bureaux de représentation respectifs, quel que soit leur lieu d'implantation, exercent leurs activités sous la marque unique Indosuez Wealth Management. Chacune des filiales, leurs propres filiales, succursales et bureaux de représentation, ainsi que chacune des autres entités de Indosuez Wealth Management sont désignés individuellement par l'« Entité » et collectivement par les « Entités ».

Les Entités ou leurs actionnaires et plus généralement les entreprises du groupe Crédit Agricole (le Groupe) ainsi que, respectivement, leurs mandataires sociaux, dirigeants ou employés peuvent, en leur nom personnel ou au nom et pour le compte de tiers, réaliser des transactions sur les instruments financiers présentés dans la Brochure, détenir d'autres instruments financiers liés à l'émetteur ou au garant de ces instruments financiers, ou fournir ou chercher à fournir des services concernant les titres, des services financiers ou tout autre type de service pour ou à partir des Entités. Lorsqu'une Entité et/ou une entité du Groupe Crédit Agricole agit en tant que conseiller et/ou gérant, administrateur, distributeur ou agent de placement pour certains produits ou services mentionnés dans la Brochure, ou exécute d'autres services dans lesquels une Entité ou le Groupe Crédit Agricole détient ou est susceptible de détenir un intérêt direct ou indirect, votre Entité accorde la priorité à l'intérêt de l'investisseur.

Certains investissements, produits et services, y compris la garde des titres, peuvent être soumis à des restrictions légales et réglementaires ou ne pas être disponibles dans le monde entier sans restriction, compte tenu de la législation de votre pays d'origine, de votre pays de résidence ou de tout autre pays avec lequel vous pourriez avoir des liens. En particulier, les produits et services présentés dans la Brochure ne sont pas destinés aux résidents des États-Unis et du Canada. Ces produits ou services peuvent être fournis par les Entités selon leurs prix et conditions contractuels, conformément aux lois et réglementations applicables et sous réserve de leur licence. Ils peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans notification.

Veuillez contacter votre chargé de relations clientèle pour plus d'informations.

Chaque entité met la Brochure à la disposition de ses clients conformément aux réglementations applicables :

- **en France** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez, société anonyme au capital de 853 571 130 euros, maison mère du groupe Indosuez et établissement bancaire de plein exercice agréé pour la fourniture de services d'investissement et l'activité de courtage en assurance, dont le siège social est situé 17, rue du Docteur Lancereaux, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 171 635 (numéro individuel d'identification d'assujetti TVA : FR 075 72 17 16 35) ;
- **au Luxembourg** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 39 allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B91.986 et bénéficiant du statut d'établissement de crédit agréé établi au Luxembourg et contrôlé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) ;

- **en Espagne** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe) Sucursal en Espana, supervisée par le Banco de Espana (www.bde.es) et la Commission nationale espagnole du marché des valeurs mobilières (Comisión Nacional del Mercado de Valores, CNMV, www.cnmv.es), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe). Adresse : Paseo de la Castellana numero 1, 28046 Madrid (Espagne), enregistrée auprès de la Banque d'Espagne sous le numéro 1545. Enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Madrid sous le numéro T 30.176.F 1.S 8, H M-543170, CIF ;
- **en Italie** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), succursale d'Italie basée à Piazza Cavour 2, 20121 Milan, Italie, inscrite au Registre des Banques no. 8097, code fiscal et numéro d'enregistrement au Registre du Commerce de Milan, Monza Brianza et Lodi n. 97902220157 ;
- **au Portugal** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), Sucursal em Portugal basée à Avenida da Liberdade, 190, 2.º B - 1250-147 Lisboa, Portugal, inscrite à la Banque du Portugal sous le numéro 282, code fiscal 980814227 ;
- **en Belgique** : la Brochure est distribuée par la Banque Degroof Petercam SA, située Rue de l'Industrie 44 B-1040 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre des Entreprises sous le numéro 0403 212 172, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA BE 0403 212 172 (RPM Bruxelles) ;
- **au sein de l'Union européenne** : la Brochure peut être distribuée par les entités Indosuez Wealth Management autorisées dans le cadre de la Libre circulation des services ;
- **à Monaco** : la Brochure est distribuée par CFM Indosuez Wealth, 11, Boulevard Albert 1er - 98 000 Monaco, enregistrée au Registre de l'industrie et du commerce de Monaco sous le numéro 56S00341, agrément : EC/2012-08 ;
- **en Suisse** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Quai Général-Guisan 4, 1204 Genève et par CA Indosuez Finanziaria SA, Via F. Pelli 3, 6900 Lugano, ainsi que par leurs succursales et/ou agences suisses. La Brochure est un document marketing et ne constitue pas le produit d'une analyse financière au sens des directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant l'indépendance des analyses financières au sens de la loi suisse. En conséquence, ces directives ne sont pas applicables à la Brochure ;
- **dans la Région administrative spéciale de Hong Kong** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Hong Kong Branch, Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway - Hong Kong. Aucune information contenue dans la Brochure ne constitue une recommandation d'investissement. La Brochure n'a pas été soumise à l'avis de la Securities and Futures Commission (SFC) ou de toute autre autorité réglementaire à Hong Kong. La Brochure et les produits qu'elle peut mentionner n'ont pas été autorisés par la SFC au sens des sections 103, 104, 104A ou 105 de l'Ordonnance sur les titres et les contrats à terme (Cap. 571) (SFO) ;
- **à Singapour** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch, 2 Central Boulevard, West Tower #12-02, IOI Central Boulevard Towers, 018916 Singapour. À Singapour, la Brochure est destinée exclusivement aux Investisseurs qualifiés, Investisseurs institutionnels ou Investisseurs experts au sens de la Loi sur les titres et les contrats à terme de Singapour 2001. Pour toute question concernant la Brochure, les destinataires de Singapour peuvent contacter CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch ;
- **au DIFC** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Suisse) SA, DIFC Branch, Al Fattan Currency House, Tower 2 - Level 23 Unit 4 DIFC PO Box 507232 Dubai - UAE, une société réglementée par la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La présente Brochure est uniquement destinée aux clients professionnels et/ou contreparties de marché. Aucune autre personne ne doit agir sur la base de celle-ci. Les produits ou services financiers dont il est question dans la présente Brochure seront uniquement mis à disposition des clients satisfaisant les critères de la DFSA relatifs aux clients professionnels et/ou aux contreparties de marché. La présente Brochure est fournie exclusivement à titre d'information. Elle ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ou de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier ou de participation à une stratégie de négociation en particulier dans toute juridiction ;
- **aux EAU** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Abu Dhabi Representative Office, Zayed - The 1st Street- Nayel & Bin Harmal Tower, 5th Floor office 504, P.O. Box 44836 Abu Dhabi, Émirats arabes unis. CA Indosuez (Switzerland) SA conduit ses activités aux Émirats arabes unis (EAU) via son bureau de représentation, placé sous le contrôle de la Banque Centrale des EAU Conformément aux règles et réglementations applicables aux EAU, le bureau de représentation de CA Indosuez (Switzerland) SA ne peut exercer aucune activité bancaire. Il est uniquement autorisé à commercialiser et promouvoir les activités et produits de CA Indosuez (Switzerland) SA. La Brochure ne constitue pas une offre destinée à une personne spécifique ou au grand public ni une invitation à soumettre une offre. Elle est distribuée sur une base privée et n'a pas été revue ou approuvée par la Banque Centrale des EAU ou par une autre autorité réglementaire des EAU ;
- **autres pays** : les lois et réglementations des autres pays sont aussi susceptibles de limiter la distribution de cette Brochure. Les personnes en possession de cette publication doivent s'informer sur les éventuelles restrictions légales et les respecter.

La Brochure ne peut être photocopiée, reproduite ou distribuée, en partie ou en totalité, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable de votre Banque.

© 2026, CA Indosuez (Switzerland) SA/Tous droits réservés.

Crédits photo : AdobeStock.

Achevé de rédiger le 18.09.2026.

Présence internationale

NOTRE HISTOIRE

Indosuez Wealth Management est la marque mondiale de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, 10ème banque au monde par le bilan (The Banker 2025).

Depuis plus de 150 ans, Indosuez Wealth Management accompagne des grands clients privés, familles, entrepreneurs et investisseurs professionnels pour la gestion de leur patrimoine privé comme professionnel. La banque propose une approche sur-mesure permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations. Ses équipes proposent un continuum de services et d'offres intégrant conseil, financement, solutions d'investissement, fund servicing, solutions technologiques et bancaires.

Indosuez Wealth Management rassemble plus de 4 300 collaborateurs dans 15 territoires à travers le monde : en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Monaco et Suisse), en Asie-Pacifique (Hong Kong RAS, Nouvelle-Calédonie et Singapour), et au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Dubaï).

Avec 215 milliards d'euros d'actifs clients à fin décembre 2024, Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders européens de la gestion de fortune.

Plus d'informations sur <https://ca-indosuez.com/>



INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Indosuez Wealth Management s'appuie sur un patrimoine exceptionnellement riche, fondé sur des relations à long terme, une expertise financière et notre réseau financier international :

Asie Pacifique

HONG KONG RAS

Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway
Hong Kong
T. +852 37 63 68 68

NOUMÉA

Le Commodore - Promenade Roger Laroque,
Anse Vata
98800 Nouméa - Nouvelle-Calédonie
T. +687 27 88 38

SINGAPOUR

2 Central Boulevard, West Tower #12-02,
IOI Central Boulevard Towers,
018916 Singapour
T. +65 64 23 03 25

Europe

BRUXELLES

Rue de l'Industrie 44
1000 Bruxelles - Belgique
T. +32 2 287 91 11

GENÈVE

Quai Général-Guisan 4
1204 Genève - Suisse
T. +41 58 321 90 00

LISBONNE

Avenida da Liberdade, n.º190, 2ºB
1250 - 147 Lisbonne - Portugal
T. +351 211 255 360

LUXEMBOURG

39, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
T. +352 24 67 1

MADRID

Paseo de la Castellana 1
28046 Madrid - Espagne
T. +34 91 310 99 10

MILAN

Piazza Cavour 2
20121 Milan - Italie
T. +39 02 722 061

MONACO

11, Boulevard Albert 1^{er}
98000 Monaco
T. +377 93 10 20 00

PARIS

17, Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris - France
T. +33 1 40 75 62 62

Moyen-Orient

ABU DHABI

Zayed - The 1st Street -
Nayel & Bin Harmal Tower,
5th Floor office 504
PO Box 44836 Abu Dhabi
T. +971 2 631 24 00

DIFC

Al Fattan Currency House, Tower 2
Level 23 Unit 4 DIFC
PO Box 507232 Dubaï
T. +971 4 350 60 00